

Histoire de la JICA

1954

Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

Janvier 1954	Création de la Fédération des associations japonaises à l'étranger	Janvier 1991	Publication des <i>Lignes directrices sur l'évaluation</i>
Avril 1954	Création de l'Organisation de coopération économique en Asie	Septembre 1992	Publication des <i>Lignes directrices relatives aux considérations environnementales dans les projets d'infrastructure</i>
Septembre 1955	Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.	Décembre 1992	Publication du <i>Guide pour l'intégration des considérations de genre dans le développement</i>
Juin 1962	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA)	Mai 1994	Le nombre cumulé de participants aux programmes de formation de la JICA dépasse les 100 000 personnes.
Juillet 1963	Création du Service d'émigration japonais (JEMIS)	août 1995	Publication du <i>Rapport annuel d'évaluation</i>
Avril 1965	Création par l'OTCA du Bureau des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)	Juin 2000	Le nombre cumulé de JOCV dépasse les 20 000 personnes.
Mai 1974	Promulgation de la loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale	Décembre 2001	Le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales est annoncé par le gouvernement japonais. Dans ce plan de réforme figure une mesure relative au changement de statuts de la JICA appelée à devenir une institution administrative indépendante.
août 1974	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)	Juin 2002	Création du Comité consultatif sur l'évaluation
Décembre 1974	Mise en œuvre de la déclaration relative aux procédures opérationnelles	Octobre 2002	Mise en œuvre de la loi sur l'accès à l'information détenue par les institutions administratives indépendantes
Avril 1978	Révision de la loi portant création de la JICA (la promotion de l'aide sous forme de dons est incluse dans la loi)	Décembre 2002	Promulgation de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
Octobre 1983	Création de l'Institut de coopération internationale		
Avril 1986	Création des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR)		
Juillet 1990	25 ^e anniversaire des JOCV. Le nombre de participants cumulé dépasse les 10 000 personnes.		

Ancien Fonds de coopération économique à l'étranger et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale

Décembre 1960	Promulgation de la loi sur le Fonds de coopération économique à l'étranger (OECF)	Mars 1995	Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF
Mars 1961	Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'export-import du Japon (JEXIM). Le gouvernement octroie des capitaux d'environ 5 444 millions JPY pour la création de l'OECF.	Avril 1996	Lancement de l'Assistance spéciale pour la politique de développement et les projets (SADEP)
Mars 1961	L'adoption de la déclaration relative aux procédures opérationnelles marque le début des opérations.	Avril 1999	Promulgation de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Mars 1966	Premier prêt d'APD accordé (à la Corée du Sud) par l'OECF	Septembre 1999	Promulgation du décret du Cabinet lié à l'exécution de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale Publication officielle de l'ordonnance ministérielle concernant l'application de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Mai 1968	Révision de la loi sur l'OECF (le mécanisme de prêts de soutien à la balance des paiements est inclus dans la loi.)	Octobre 1999	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)
Mars 1980	Émission de la première obligation de l'OECF garantie par le gouvernement	Décembre 1999	Lancement de la stratégie à moyen terme relative aux opérations de coopération économique à l'étranger (1 ^{er} octobre 1999 – 31 mars 2002)
Avril 1987	Lancement de l'Assistance spéciale pour la durabilité des projets (SAPS)	Avril 2001	Lancement de l'évaluation de projets ex ante pour les opérations de prêts d'APD
Avril 1988	Lancement de l'Assistance spéciale pour l'élaboration des projets (SAPROF)	Septembre 2001	Les états financiers et la déclaration des calculs des frais administratifs japonais établis sur la base des PCGR (Principes comptables généralement reconnus) sont rendus publics.
Novembre 1989	Publication des <i>Lignes directrices de l'OECF sur l'environnement</i>	Octobre 2001	Émission des premières obligations d'organismes gouvernementaux dans le cadre du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)
Mai 1991	Publication de la <i>Politique de l'OECF pour la prise en compte des femmes dans le développement</i>		
Avril 1992	Lancement de l'Assistance spéciale pour la mise en œuvre des projets (SAPI)		

→ 2014

Septembre 2003	La JICA est dissoute en tant qu'organisme public spécial.
Octobre 2003	La JICA devient une institution administrative indépendante. Les premiers objectifs à moyen terme (1 ^{er} octobre 2003 – 31 mars 2007) sont rendus publics.
Avril 2004	Publication des <i>Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
Novembre 2004	La JICA obtient la certification ISO 14001. (En octobre 2013, JICA adopte son propre système de gestion de l'environnement après expiration du certificat ISO 14001.)
Avril 2006	Ouverture de la JICA Global Plaza à Tokyo
Avril 2007	Les deuxièmes objectifs à moyen terme (1 ^{er} avril 2007 – 31 mars 2012) sont rendus publics.
Avril 2007	Lancement du mécanisme public d'octroi de dons « Fonds de la JICA pour les peuples du monde »
Juin 2007	Le nombre total cumulé de JOCV dépasse les 30 000 personnes.

Décembre 2001	Décision du Cabinet de mettre en œuvre le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales
Avril 2002	Publication des <i>Lignes directrices de la JBIC relatives à la vérification de la prise en compte des considérations environnementales et sociales</i> Application de la mesure des performances pour une gestion stratégique Publication de la <i>Stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger (1^{er} avril 2002 – 31 mars 2005)</i>
Octobre 2002	Mise en œuvre de la loi sur l'accès à l'information détenue par les institutions administratives indépendantes
Mars 2005	Publication de la <i>Stratégie opérationnelle à moyen terme fondée sur la mesure des performances pour une gestion stratégique (applicable à compter du 1^{er} avril 2005)</i>
Avril 2005	Publication de la <i>Nouvelle stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger (1^{er} avril 2005 – 31 mars 2008)</i>
Juin 2006	Promulgation de la loi sur la promotion de la réforme administrative pour l'instauration d'une administration restreinte et efficace
Mai 2007	Le nombre cumulé de pays bénéficiant de l'APD est de 100.
Mars 2008	La période de mise en œuvre de la politique de stratégie à moyen terme pour la coopération économique à l'étranger (1 ^{er} avril 2005 – 31 mars 2008) est étendue de six mois.

La nouvelle JICA

Novembre 2006	Promulgation d'une révision partielle de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
Octobre 2008	Les opérations de prêts d'APD précédemment gérées par l'ancienne JBIC (opérations économiques à l'étranger) et une partie de la gestion des dons assurée par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) sont reprises par la JICA. Le MOFA reste toutefois chargé de l'octroi des dons liés à sa politique diplomatique.
Octobre 2008	Modification des deuxièmes objectifs à moyen terme
Avril 2010	Publication des <i>Nouvelles lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
Avril 2012	Les troisièmes objectifs à moyen terme (1 ^{er} avril 2012 – 31 mars 2017) sont rendus publics.
Octobre 2012	Reprise intégrale du programme de financement des investissements du secteur privé
Octobre 2013	Le nombre cumulé de visiteurs à la JICA Global Plaza dépasse le million.
Mars 2014	Modification du troisième plan à moyen terme.